

dans la fraction social-patriote, représentée par Renaudel et Paul-Boncour, qui prétendaient organiser la défense nationale plus « rationnellement » que la bourgeoisie elle-même (sans changer le régime capitaliste). D'où les fameux projets Boncour, le rapport du budget de l'Air confié à Renaudel, la participation au Conseil supérieur de la défense nationale, c'est-à-dire en fait, l'intégration du Groupe socialiste au parlement dans l'appareil militaire de la bourgeoisie.

Cette monstrueuse collaboration de classe fut liquidée par l'effort propre du Parti, de ses militants, de ses représentants du centre et de la gauche. Aussi, au lendemain du Congrès de Tours (1931) paraissait une singulière déclaration signée de 25 députés et sénateurs tous devenus depuis, ou néos, ou ministres bourgeois : « Puisque le Parti nie le principe de la défense nationale, nous faisons toutes réserves sur l'avenir... »

A la vérité, la motion adoptée par le Congrès à une très forte majorité n'approuvait... ni ne niait « la défense nationale en régime capitaliste » (1). Elle donnait néanmoins un mandat précis au Groupe parlementaire : « Ni vote de crédits militaires, ni rapports... Pas un homme, pas un sou ! » Et, pour donner satisfaction à beaucoup d'éléments du Parti qui ne voulaient pas apparaître comme reniant un passé de majoritaires de guerre, on pria Léon Blum de faire une déclaration-synthèse précisant la physionomie du Parti. Cette déclaration fut un chef-d'œuvre de subtilité : « La défense nationale, c'est la paix ; seul, le socialisme peut assurer la paix ; donc, seul le socialisme donnera son plein sens à la défense nationale »...

Mais le problème véritable, en style de classe, avait été éludé.

La résistance des militants aux compromissions, bientôt aux trahisons d'une forte fraction du groupe parlementaire s'était traduite par une définition concrète de l'attitude du Groupe ; mais les divergences de conceptions renaissaient, dans le bloc de la majorité lorsqu'il fallait traduire l'opposition de classe à la guerre impérialiste dans le langage « action directe prolétarienne ». Ici, se retrouvaient deux grands courants, que la pression des événements devait séparer un jour ou l'autre.

I. *Il y a des cas*, en régime capitaliste, où le devoir de défense nationale peut avoir un sens et une vertu internationalistes (la thèse de Bauer-Dan-Dunois-Zyromski est précisément une analyse sérieuse de ces cas concrets *actuels*).

II. *Il n'y a jamais de cas*, en régime capitaliste, où le devoir de défense nationale ait un sens et une vertu internationalistes en d'autres termes : collaboration avec la classe ennemie, **JAMAIS et dans la guerre moins encore que dans la paix**. Ce sera la thèse que nous opposerons à celle de nos quatre camarades.

Mais ces divergences pouvaient encore s'atténuer dans le jeu des tendances au sein de l'Internationale, en face des dangers renouvelés du social-patriotisme impénitent. Au printemps 1933, la fraction Renaudel-Marquet, *violant les décisions de Congrès*, en arrive à voter les crédits militaires !

Quoi qu'il en soit, l'I.O.S. avait précisément porté à son ordre du jour les trois sujets toujours posés à notre attention : *Guerre, Unité, Pouvoir*. Une conférence internationale devait se tenir à Paris en août et le Congrès du Parti fixé le 14 juillet 1933 devait préciser le mandat de ses délégués sur les trois points de l'ordre du jour.

A vrai dire, l'attention du Congrès était concentrée sur la